

ESPACES RURAUX

Et si Alphonse Allais avait raison : des campagnes du Doubs citadines ?

Robert CHAPUIS, Théma, UMR 6049 du CNRS-Université de Bourgogne

On connaît la plaisanterie d'Alphonse Allais affirmant qu'il fallait construire les villes à la campagne. N'est-ce pas ce qui est en train de se réaliser dans le Doubs ? En effet, depuis plusieurs décennies, un mouvement de conquête des espaces ruraux par les citadins est en marche. Quelle est la mesure de ce phénomène ; quelles en sont les conséquences au plan individuel, social et territorial ? Voilà quelques unes des questions auxquelles Robert Chapuis répond.

Des citadins à la campagne. Après l'exode rural, l'exode urbain !

Photo 1 : Saône



cliché : Jean-Pierre Bévalot

En 1975, le Doubs comptait 322 000 citadins et 149 000 ruraux (32 % du total). En 1999, dans les mêmes territoires, les citadins ne sont plus que 304 000 (- 5,6 %), contre 195 000 pour les ruraux (+ 31 %) : près de quatre Doubistes sur dix vivent alors à la campagne.

La diminution de la population urbaine serait beaucoup plus marquée si le surplus des naissances sur les décès (+ 62 000), dû à la jeunesse de la population, ne comblait un déficit migratoire très important (81 000 départs de plus que d'arrivées). On peut donc parler d'un véritable exode urbain (- 790 personnes par an), comme on avait pu parler au cours du siècle

précédent d'un exode rural (- 950 personnes par an). L'INSEE ne pratiquant plus, depuis 1999, que des recensements annuels partiels, on sait seulement que la population urbaine aurait encore décréu d'environ - 0,4 % par an.

Des citoyens autour des villes

Où sont allés les citoyens qui ont quitté leur cité entre 1975 et 1999 ? Si certains sont partis hors du département, beaucoup se sont installés dans les communes rurales. Ainsi, la population rurale s'est accrue de 46 000 personnes entre 1975 et 1999 grâce, pour l'essentiel, à un excédent des arrivées sur les départs (+ 29 000 personnes) et, plus secondairement, à l'excédent des naissances sur les décès (+ 17 000).

Les communes périurbaines (les plus proches des agglomérations) ont été les premières bénéficiaires de cet étalement urbain : elles ont gagné 28 000 habitants, dont 18 000 dus à un excédent d'arrivées sur les départs (figure 1). La couronne périurbaine de Besançon (dans les limites du Doubs) atteint ainsi 63 000 habitants, soit l'équivalent de la moitié de la population de l'agglomération elle-même. Entre 1999 et 2007, le rythme de croissance des communes périurbaines double, passant de 0,8 à 1,5 % par an.

Des citoyens également en pleine campagne

La vague urbaine ne s'est cependant pas arrêtée aux limites des communes périurbaines. Entre 1975 et 1999, elle s'est étalée sur le reste de l'espace rural dont la population s'est accrue de 10 000 personnes (un peu plus de la moitié par excédent des arrivées sur les départs). Entre 1999 et 2007, ces communes non périurbaines doublent presque leur rythme de progression (de 0,7 % par an à 1,2 %). La carte des terrains à bâtir vendus pendant les dix dernières années met en valeur l'ampleur du phénomène (figure 2).

La quasi-totalité des communes a donc été touchée par cette vague urbaine, à l'exception d'une centaine, les plus éloignées des villes : en somme, plus de quatre communes rurales sur cinq se sont ainsi « citadinisées » entre 1975 et 2007.

Figure 2 : répartition du nombre de lots vendus entre 1995 et 2006

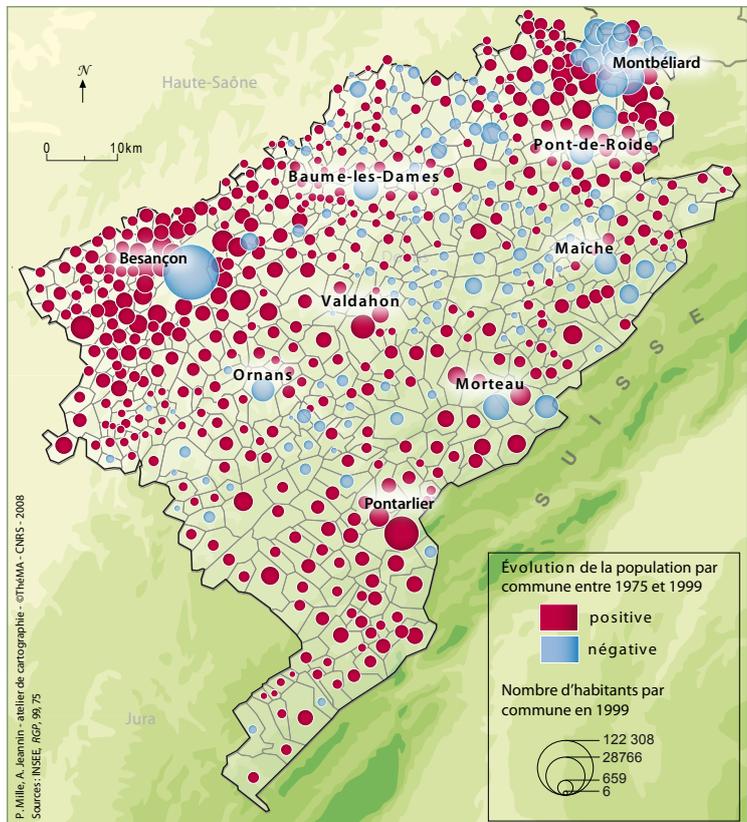
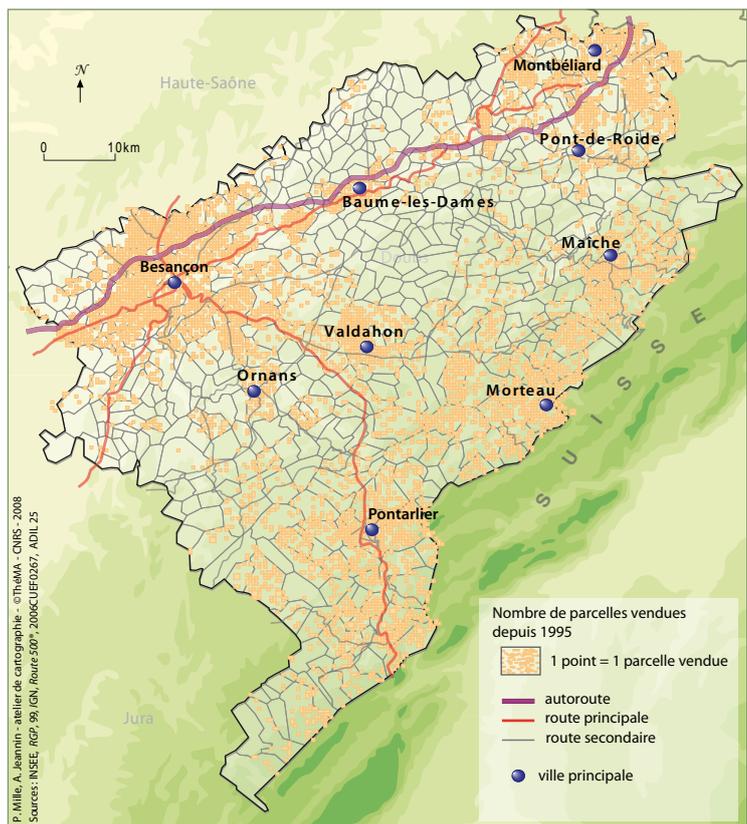


Figure 1 : l'évolution de la population dans les communes du Doubs entre 1975 et 1999



Qu'est-ce qui fait fuir les citadins ?

La périurbanisation est un processus général d'étalement des villes hors de leur agglomération, provoqué par l'installation, à la campagne, de ménages citadins qui conservent leurs emplois en ville, au prix de navettes quotidiennes entre leur domicile et leur travail. Commencé dans les années 1960, cet exode urbain obéit à des motifs complexes.

Environ 80 % des Français rêvent de posséder une maison. Le prix du terrain en ville étant hors de portée de la plupart des ménages, ceux-ci cherchent à la campagne un terrain moins coûteux, un logement plus vaste et un jardin : à une vingtaine de kilomètres de Besançon, les prix sont inférieurs de plus de 50 % à ceux de la ville. De plus, l'image de la campagne, très négative dans les années 1950 (isolée, attardée, sale, étroite d'esprit, socialement pesante, etc.) s'est complètement retournée sous l'influence des idées de mai 1968 (retour à la nature, aux racines territoriales, à l'identité locale, à la convivialité, etc.). Dans le même temps, l'image de la ville, longtemps positive (symbole d'un travail stable et régulièrement rémunéré, d'un logement confortable, de loisirs, d'un contrôle social

allégé, etc.) s'est dégradée au contraire (saturation, pollution, bruit, danger, etc.), jusqu'à faire office finalement de repoussoir.

Le contexte économique-politique a contribué aussi à l'étalement urbain. La hausse du niveau de vie, rapide pendant les « Trente glorieuses », plus faible mais assez continue ensuite, a permis aux ménages des classes moyennes de capitaliser suffisamment pour acheter le terrain, la maison et la deuxième voiture indispensable à leur nouveau genre de vie : la motorisation des ménages, associée à l'amélioration des routes, et à la baisse en valeur réelle du carburant ont accompagné le mouvement. Enfin, des politiques favorables à la propriété individuelle sont allées dans le même sens, qu'elles soient nationales (aide à l'accession à la propriété, baisse des taux d'intérêt, prêt à taux zéro, étalement des remboursements, etc.) ou municipales (lotissements communaux moins coûteux que ceux du privé, impôts locaux moins élevés, etc.).

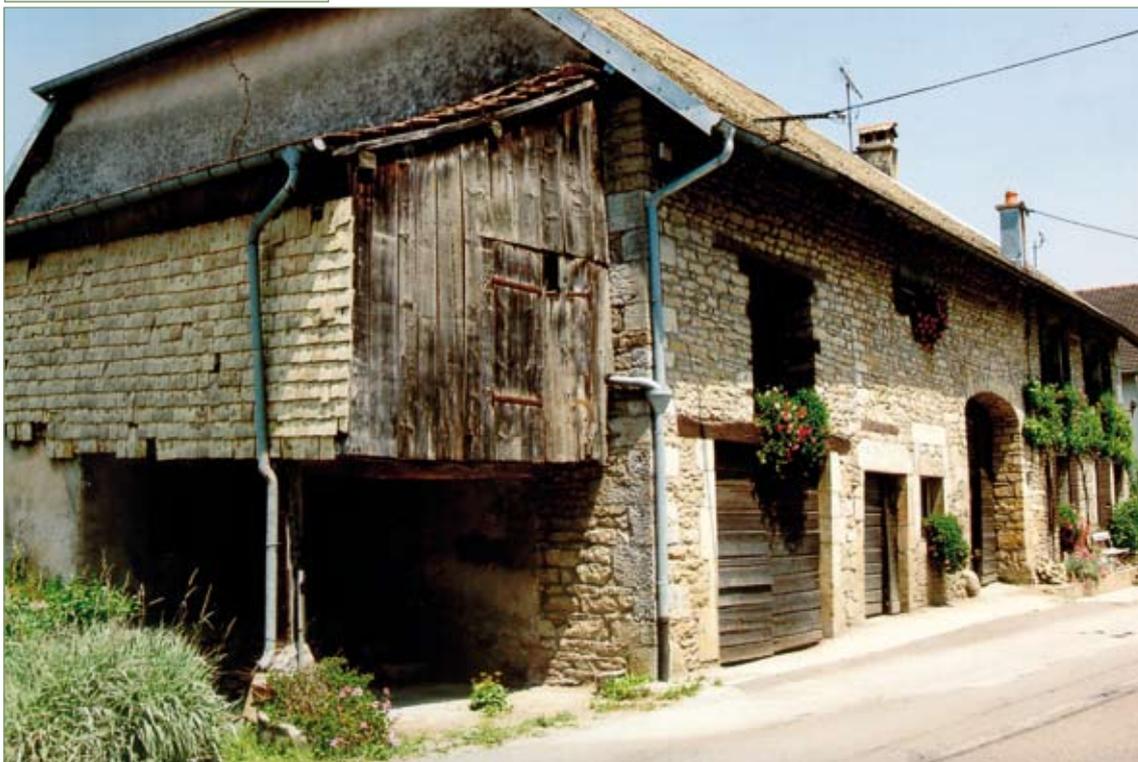
Un bilan individuel plutôt positif

Individuellement, les nouveaux ruraux se disent satisfaits de leur nouvelle vie, comme le montre l'enquête¹ que j'ai effectuée en 2003 et portant sur 342

personnes originaires de 25 communes du Doubs. Les temps des déplacements quotidiens, qui ont d'ailleurs peu changé depuis 1975 (les distances se sont accrues mais les moyens de communication se sont améliorés), sont vécus plutôt positivement, comme une sorte de sas entre profession et famille !

Au niveau collectif, l'étalement urbain contribue à la rénovation du bâti ancien (photo 2) : certains ménages préférant rénover une maison ancienne plutôt que de

Photo 2 : une ferme rénovée



vivre en lotissement. En outre, les nouveaux venus dans les villages poussent les maires à la rénovation du bâti collectif et à l'aménagement des espaces publics. La vie même des habitants s'est beaucoup transformée, avec la multiplication des associations et parfois des équipements (tennis, salle polyvalente, etc.).

Un bilan collectif plutôt négatif

En revanche, l'étalement, en multipliant les îlots de peuplement, crée une sorte d'« archipel »² urbanisé qui oblige à réaliser de nouveaux équipements ou à étendre les anciens (réseaux de routes, d'eau, etc.) : les coûts collectifs triplent et les coûts individuels quintuplent lorsque l'on passe d'une structure urbaine dense à une structure diffuse. De nombreux maires commencent d'ailleurs à limiter la croissance de leur commune, le coût élevé de l'urbanisation tendant à augmenter les impôts locaux : à l'Association départementale pour l'information sur le logement (ADIL), on estime même que, pour une commune, le lotissement est presque synonyme d'investissement à perte !

L'étalement urbain est également fâcheux pour l'environnement. La congestion des axes de circulation et l'allongement des bouchons contribuent à accroître la pollution de l'air : un ménage périurbain émet trois fois plus de CO² qu'un ménage citadin ; il pollue également les nappes phréatiques (pesticides, engrais pour la pelouse et le jardin, assainissement insuffisant de certaines maisons). Enfin, le paysage pavillonnaire (photo 3) est généralement bien peu harmonieux car on n'a pas su trouver ou imposer ici, comme en Provence par

exemple, un style de maisons qui s'harmonise avec le bâti traditionnel. Plus tard, ne s'étonnera-t-on pas d'avoir laissé construire ces « HLM horizontaux » que sont les lotissements, comme on s'étonne aujourd'hui des HLM verticaux des grands ensembles, donnant ainsi raison à A. Allais ?

Un étalement urbain maîtrisé ?

La hausse réelle du coût des carburants suffira-t-elle à ralentir, voire à stopper le processus, du moins vers les communes les plus éloignées des villes ? On peut le penser, sans certitude toutefois, puisque l'étalement, même ralenti, continue. Dans toutes les hypothèses, il y a nécessité de maîtriser l'étalement urbain en densifiant en priorité la première couronne et en l'organisant autour des points d'ancrage existants (petites villes ou bourgs périphériques disposant de commerces et de services), mais aussi en rendant les villes plus attractives : ce n'est pas impossible, puisque déjà, dans un sondage récent, 85 % des actuels citadins s'estiment satisfaits de leur ville ! ■

¹Chapuis R., 2007, *Vers des campagnes citadines, le Doubs (1975-2005)*, Besançon, éd. Cêtre, Presses Universitaires de Franche-Comté

²Viard J., 1994, *La société d'archipel, La Tour d'Aigues*, éd. de l'Aube

Photo 3 : la construction d'un lotissement en zone rurale

